

<http://ugtg.org/spip.php?article1517>



Crise économique & dette : l'Europe continue de trembler. Pour Philippe Dessertine, "la France sera le prochain pays touché..."



Date de mise en ligne mardi 19 juillet 2011

Date de publication 13 juillet 2011

- International -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Dans une interview au Point.fr, l'économiste Philippe Dessertine estime que la crise de la dette publique en Europe va rapidement toucher la France.

L'Europe continue de trembler. Après l'Irlande, le Portugal et la Grèce, c'est au tour de l'Italie, troisième puissance économique de l'Union européenne, d'être touchée de plein fouet par la crise de sa dette publique. Dans une interview au [Point.fr](#), Philippe Dessertine, professeur de finances à l'université Paris X-Nanterre et directeur de l'Institut de haute finance, qui publie en octobre prochain « *Seul l'espoir d'un monde nouveau* » (éditions Anne Carrière), nous explique comment un des piliers de la zone euro a pu être si rapidement contaminé et pourquoi la France doit se préparer à subir le même destin.

Le Point.fr : Comment peut-on expliquer la crise qui touche actuellement l'Italie ?

Philippe Dessertine : Nous assistons à une contamination plus rapide que prévu des crises grecque et portugaise. On a tort d'omettre que la Grèce est une pièce non négligeable du puzzle de la zone euro. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'Italie possède déjà un taux d'endettement conséquent, avec 120 % de son PIB, ainsi qu'un déficit annuel de 4,5 %. À ce titre, elle est légèrement en avance sur nous.

La France pourrait-elle être également touchée par la crise ?

Nous nous dirigeons vers l'austérité générale en Europe. En ce qui concerne la France, elle est le prochain pays sur la liste. La question n'est donc pas de savoir si nous serons touchés, mais plutôt quand. Il faut savoir que la France possède une dette publique importante, avec 85 % de son PIB, ainsi qu'un déficit annuel de 7 %. En d'autres termes, la situation de la France est meilleure qu'en Italie, mais empire beaucoup plus vite. D'où la simple question : pourrions-nous nous permettre de ne rien décider avant la fin 2011.

Quelles sont les solutions ?

L'Italie a récemment mis en place un plan rapide d'austérité, qui a partiellement enrayé la baisse, et apporté certaines garanties aux investisseurs. Mais il ne faut pas se leurrer. Il ne s'agit en réalité que d'une rustine qui sert uniquement à stopper l'hémorragie pendant trois jours. Pour résorber la dette, il faudrait que les membres de l'Union européenne mettent en place un véritable plan de sauvetage en accordant des prêts massifs à la Banque centrale européenne ou le Fonds de stabilité européen. Or, ces deux organes sont déjà chargés de résorber les lourdes dettes grecque et portugaise, sans compter que cette échéance demeure trop lointaine par rapport à la vitesse de la contagion de la crise.

Comment cette austérité se traduira-t-elle dans notre quotidien ?

Pour absorber cent milliards d'euros, le gouvernement français n'aura d'autre choix que d'augmenter les impôts et la TVA, comme c'est déjà le cas en Grèce, en Irlande, au Royaume-Uni ou en Espagne. Or, le plus difficile à accepter pour le contribuable reste que ces prélèvements ne financeront pas le service public, mais le remboursement de la dette, et qu'il n'en verra donc pas la couleur. Face à ces sommes énormes, la mesure actuelle de ne pas remplacer les fonctionnaires à la retraite ne pèse pas lourd.

L'euro est-il menacé ?

L'euro est clairement menacé si la Banque centrale européenne s'écroule. Cela représente à la fois le risque d'effondrement du commerce international ainsi que d'une profonde crise géopolitique, qui peut aboutir à une guerre mondiale. C'est ce qui arrive lorsque les États sont confrontés à une impossibilité d'échanger leurs marchandises, que seule une monnaie internationale saine permet.

Cette crise de la dette européenne est-elle plus forte que la crise des subprimes ?

Nous sommes toujours dans la même crise. En 2009, il s'agissait aussi d'une crise de la dette, mais privée, qui touchait des banques et provoquait leur faillite. On a espéré s'en sortir avec la croissance, mais celle-ci n'est pas au rendez-vous. Aujourd'hui, ce sont les États qui font faillite. Cette dette folle traduit simplement le fait que l'Occident vit au-dessus de ses moyens.

Pour Philippe Dessertine, la France n'aura d'autre choix que d'augmenter les impôts et la TVA pour résorber sa dette publique.

Par **Armin Arefi**